

La Presse

 . La Presse. 1836-07-07.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

7 JUILLET

LA

PRESS

JEUDI

1836

Les abonnements datent des 1 et 15 de chaque mois.

PARIS, RUE SAINT-GEORGES, N. 16.

N. 6.

Le prix des Annonces est fixé à 1 fr. 50 c. la ligne.

ÉTRANGER.

AMÉRIQUE MÉRIDIONALE.

Les journaux de Bogota, jusqu'au 25 avril, contiennent d'amples détails sur la dernière révolution ministérielle dans la province de la Nouvelle-Grenade. On sait que des négociations avaient été ouvertes, il y a quelques années, entre les trois provinces de la Nouvelle-Grenade, Venezuela et Ecuador, qui forment la division connue, du temps de la domination espagnole, sous le nom de Colombie, dans le but de reconnaître et d'adopter ensemble les moyens de liquider et de payer la dette commune. La Nouvelle-Grenade s'emploie très activement dans cette affaire; et malgré les obstacles suscités par Venezuela et la répugnance bien connue d'Ecuador à prendre part à cette négociation, l'affaire était néanmoins en bon chemin, lorsqu'une difficulté soulevée par les chambres à Bogota est venue suspendre et arrêter les négociations. Les ministres qui devaient présider à cette affaire ont été accusés de conduite inconstitutionnelle et illégale; ils durent, en conséquence, s'éloigner du cabinet, et MM. Pombal, Soto et Obando ont donné leur démission. Le président Santander lui-même, se sentant compromis, a exprimé aux chambres le désir de se retirer, pour que l'on pût établir une enquête sur les accusations. Les mêmes journaux assurent que la tranquillité est entièrement rétablie à Venezuela, et que les troubles qui avaient éclaté à Caracas, Cumana et Maracibo sont complètement apaisés. Le gouvernement d'Ecuador se trouvait encore dans des embarras financiers. (Morning Herald.)

— La frégate américaine *Brandywine* est arrivée d'Arrico à Valparaiso; elle a apporté la nouvelle que le parti Salvieno et celui des Boliviens se sont livrés une bataille dans laquelle Salvieno a été tué. Cet événement a mis fin aux hostilités. Les marins des escadres anglaise, française et américaine ont débarqué à Callao, et marchent sur Lima, à la sollicitation pressante de tout le commerce de ces trois puissances qui les a appelées à son secours, pour repousser les Indiens qui pillent et ravagent tout le pays. A leur approche, mais après une légère escarmouche, les Indiens ont battu en retraite. (Morning Post.)

AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

Sir Francis Head, gouverneur, a commencé une tournée dans la haute province du Canada. A Niagara, il a répondu dans les termes suivants au discours d'une députation: « Messieurs, l'esprit d'un pays libre et fidèle est à la fois invincible et impérieux; aussi, des cendres de l'antique ville de Niagara, on a vu surgir le même caractère mâle qui toujours a distingué ses habitants. Messieurs, voici le premier moment de déclinement que je goûte depuis mon arrivée dans cette province; et j'espère que ma présence au milieu de vous aura pour effet de réunir les hommes de tous les partis dans la résolution d'assurer et d'affermir la liberté et la prospérité du Haut-Canada. » (Globe.)

AUTRICHE.

Vienne, 27 juin. — S. M. le roi de Naples est arrivé hier, vers cinq heures du soir, au château de Schenbrunn, accompagné de son oncle, le prince de Salerne. Le roi recevra demain, à Schenbrunn, le corps diplomatique. S. M. ne compte pas, dit-on, faire ici un long séjour, et partira bientôt pour Paris, par Munich, Stuttgart et Carlsruhe. Le choléra est toujours en progrès; on compte tous les jours de 20 à 30 victimes. (G. d'Angsborg.)

ESPAGNE.

(Correspondance particulière.)

BAYONNE, 2 juillet. — L'expédition destinée pour les Asturies a commencé sa marche le 26 courant, au point du jour. Partie du village d'Amurrio (entre Orduna et Orozco), elle a continué sa marche sans obstacle jusqu'à l'entrée des montagnes de Santander; là, une colonne de 3,000 chrétiens s'est présentée pour lui disputer le passage, mais cette colonne a été complètement battue; elle a même laissé au pouvoir de la division carliste 300 prisonniers. L'expédition a pu continuer ensuite sa marche vers sa destination.

Dans la nuit du 28, le général en chef Villalard a commencé à battre Penacorda; et le 29, à huit heures du matin, le reste des forces étrangères et espagnoles, qui se trouvaient à Vittoria, emmenant le feu de l'artillerie et de la mousqueterie, s'est porté par la route de la Puebla au secours de ce point; mais il aura été difficile à ces renforts d'y arriver.

Dans la nuit du 29 et ce matin, les troupes carlistes, cantonnées à Villalard de Alava, ont dû menacer et incommoder la ville de Vittoria.

Une lettre de Tolosa, en date du 30, porte qu'un convoi d'effets d'habillement et d'équipement, entre autres 1,200 dolmans, et autant de pantalons de cavalerie, 8,000 chemises, etc., était en route pour l'Aragon avec un nombre considérable d'officiers à la suite. On croit que Cabrera doit venir prendre ce convoi sur un point convenu.

(Correspondance du Morning Chronicle.)

SAINT-SÉBASTIEN, 26 juin. — On parle d'un arrangement entre don Carlos et le gouvernement de la reine, à l'occasion du mariage projeté entre Isabelle et le fils du prétendant. Une visite faite par le baron de Los Valls, au ministre des affaires étrangères, à Londres, a donné naissance à ce bruit. On prétend avoir aperçu, même dans le camp des carlistes, des symboles indiquant une tendance à un rapprochement. Ce matin, trois officiers m'ont assuré qu'il y avait aux avant-postes carlistes trois drapeaux blancs, et ensuite on a parlé d'une trêve. La vérité est que les hostilités avaient été momentanément suspendues d'un commun accord entre les carlistes et les officiers anglais, pendant le temps nécessaire pour le transport de divers effets appartenant aux sœurs de la Charité, qui ont un établissement sur la rive du

fleuve. Nos avant-postes ont aussi arboré le drapeau blanc. La conduite des carlistes est souvent singulière. Tout récemment le général Evans était allé aux avant-postes, suivant son habitude; lorsqu'il fut à demi-portée de fusil du poste ennemi, l'officier s'écria: « Retirez-vous, sinon je vais faire feu. » Le général et son état-major se retirèrent lentement au bout de quelques minutes, et les carlistes s'abstinrent de toute démonstration. Cette circonstance doit être attribuée aux sentiments chevaleresques de l'officier carliste qui commandait le poste ennemi; et cependant lorsque les carlistes font un prisonnier, ils l'égorgeront de sang-froid.

Ces bruits de transaction sont réfutés comme absurdes par la *Gazette de Madrid*, qui les attribue aux partisans du prétendant.

— D'un autre côté, la correspondance du *Morning-Herald*, datée d'Ainhoa, en rapportant deux plans officiels d'attaque conçus par Cordova, sans pouvoir indiquer lequel sera probablement suivi, assure que ces combinaisons paraissent émaner très peu des carlistes. Elle ajoute que, pour prouver même à toutes les forces espagnoles, anglo-espagnoles, françaises et portugaises, le peu de cas qu'il fait de leur présence, il a fait passer une colonne formidable dans les Asturies. La cavalerie carliste a une tenue magnifique; don Carlos et l'infant Sébastien, pour aider à l'organisation de ce corps, ont donné leurs chevaux à l'exception de deux; les officiers civils ont suivi le même exemple. On croit que dans un mois l'armée de don Carlos comptera 4,500 cavaliers.

— Enfin, on lit dans le *Globe*: « Cordova, dit-on, a sous ses ordres 100,000 hommes, tandis que l'armée du prétendant ne dépasse pas le quart de ce chiffre. Ce général frappera sans doute bientôt quelque grand coup décisif, à moins qu'il ne veuille accrédi ter les bruits qui ont long-temps couru de son défaut d'affection et d'intérêt pour la cause de la reine. »

— La correspondance du *Courier*, datée du Passage, justifie le général Evans de son inaction, par le petit nombre de ses troupes: 10,000 hommes environ, desquels il a dû détacher les garnisons de Déhobie et Saint-Sébastien. Elle lui attribue le projet d'occuper la ligne de communication des carlistes avec les frontières de France; mais il ne peut, sans le plus grand danger, opérer sur la ligne du passage tant que Cordova restera dans l'inaction à Vittoria, avec 70,000 hommes.

— Quelques journaux ont annoncé que la légion anglaise terminerait sa campagne en Espagne à l'expiration du terme de leur engagement primitif. Nous pouvons assurer que cette nouvelle est dénuée de tout fondement. (Globe.)

GRANDE-BRETAGNE.

(Par voie extraordinaire.)

Dans la séance du 4 juillet, à la chambre des communes, on a continué la discussion en comité sur le bill relatif aux dîmes d'Irlande.

Arrivé à la cinquantième clause, celle de l'appropriation, un débat long et animé s'est engagé. On s'attendait à ce que sir R. Peel, ainsi que les conservateurs de toutes les nuances y prendraient part, et à ce que ces derniers insisteraient pour que la chambre allât aux voix sur cette clause: on ne doute pas cependant qu'ils ne soient en minorité.

— Le *Courier* de lundi annonçait que le soir tous les membres libéraux de la chambre des communes se trouvaient à leur poste. On devait proposer une division de la clause d'appropriation.

— A la chambre des lords, le marquis de Londonderry a annoncé qu'il ajournerait sa motion au sujet des affaires d'Espagne, dont la présentation était fixée à ce soir.

P. S. La chaleur aujourd'hui est vraiment étouffante, et telle qu'on se rappelle à peine avoir subi une pareille température dans ce pays. Cet après-midi, le thermomètre de Fahrenheit placé dans la bibliothèque de la chambre des communes marquait 50, les fenêtres ouvertes.

— Le *Standard* assure que le chancelier de l'échiquier, interpellé par plusieurs membres de la chambre des communes sur la question de savoir si les ministres se proposaient d'ajourner la session au mois d'octobre, a répondu que le ministère n'avait pas cette intention; mais il estime, d'après les arrangements actuels, que le parlement pourrait être prorogé vers le 10 ou le 12 août. Le *Courier* confirme ce bruit.

— Le 2 juillet, lord Wellington a fait une chute de cheval assez grave, et une contusion au genou avait donné quelques inquiétudes de la santé de S. S. Le *Standard* du 4 annonce que S. S. se rétablit rapidement.

— Sir Robert Peel a donné, samedi dernier, un déjeuner splendide à trois cents personnes de distinction; le but de cette réunion était de faire examiner par les amis de sir Robert Peel et par les principaux artistes de la capitale, sa magnifique galerie de tableaux, dans laquelle figurent plusieurs portraits de Laurence: ce sont les portraits des anciens collègues ministériels du très honorable baronnet. Pendant l'après-dînée, la musique du régiment des gardes écossais a exécuté sous les fenêtres divers airs d'opéras nouveaux. S. A. R. le prince d'Orange assistait à cette réunion, ainsi que le comte et la comtesse Sebastiani, et presque tout le corps diplomatique. (Standard.)

— Tous les ministres, à l'exception du chancelier de l'échiquier, ont été de samedi présents au conseil de cabinet. La délibération s'est prolongée plus de deux heures. (Globe.)

— La nouvelle s'est répandue dans les quartiers de l'est de la capitale que la peste venait d'éclater. Il paraît qu'un chirurgien de Mill-end s'est trouvé atteint d'une maladie grave, qu'il prétend avoir gagnée en traitant une pauvre femme qui souffrait d'un ulcère à la gorge. On avait d'abord désespéré de sa vie, maintenant il est rétabli; toutefois, sa portière a été attaquée, et elle est morte au bout de 30 heures: c'était une femme belle et forte, âgée de 29 ans. Là-dessus, le bruit s'est répandu que la peste avait éclaté dans la maison,

et que 20 personnes étaient mortes. Cette nouvelle est fautive de tout point, et cependant elle fera beaucoup de tort au chirurgien, et causera de vives alarmes dans la Cité. (Morning Advertiser.)

ITALIE.

VENISE, 14 juin. — Depuis le 9 octobre de l'année dernière, époque à laquelle le choléra a commencé à exercer ses ravages, notre ville n'en a été libre réellement que quinze jours, du 9 octobre au 30 décembre 1835; sur 601 malades, 52 seulement ont pu être sauvés. Le chiffre le plus fort des décès, par jour, a été de 51. Le 15 janvier, deux étrangers ont importé dans nos murs la maladie, et depuis lors, 2,261 individus en ont été atteints; 871 ont été sauvés, 1,261 ont succombé, et 1,129 sont encore en traitement. Dans cette seconde période, le chiffre le plus élevé des malades a été, par jour, de 90. Nous avons eu ici des preuves nombreuses du caractère contagieux de cette maladie. (Mercure de Souabe.)

MODÈNE, 24 juin. — Les nouveaux progrès du choléra dans le royaume Lombardo-Vénitien et son apparition dans le duché de Parme, après avoir passé le Pô, ont nécessité, dans le duché de Modène, des mesures de quarantaine contre les contrées atteintes de ce fléau. On n'accorde le passage aux courriers et aux voyageurs que lorsqu'ils sont accompagnés d'un garde sanitaire, qui devra veiller à ce qu'ils n'aient aucun rapport avec le pays. Les lettres et les paquets sont passés au vinaigre à la frontière, et avant d'être distribués. Les marchandises susceptibles de contagion ne sont pas admises, tandis que les autres passent librement. (Mercure de Souabe.)

PORTUGAL.

On écrit de Lisbonne, en date du 18 juin, au *Morning Herald*: « Nous avons recueilli, de personnes reçues au château, des anecdotes curieuses sur la reine et son jeune mari. S. M. paraît être douée d'un excellent appétit: elle ne fait qu'un repas chaque jour, mais ce repas dure toute la journée; elle a constamment à la main une tartine de pain et de beurre. Dans ses heures de loisir, elle s'amuse souvent à courir après le prince Ferdinand, qui la poursuit à son tour, et bientôt la mêlée devient générale, toutes les dames de la cour se mettant de la partie. Dernièrement la jeune reine menaçait, une paire de ciseaux à la main, le vieux don Lourenço de Lima; elle voulait, par gentillesse, lui couper lestement le pan de son habit; mais le vieux courtisan étant parvenu à s'échapper, la reine s'est vengée de ce léger désappointement sur les manches démesurément amples de ses dames d'honneur, qu'elle a impitoyablement coupées. »

« Le prince ne le cède pas en originalité à sa royale épouse. La petite coterie qui entoure les époux est peu nombreuse, mais elle est choisie. Elle se compose de D. Lourenço de Lima, oncle du marquis de Ponte de Lima, Adonis portant des lunettes, etc.; don Thomas de Mello, colosse aux formes herculéennes; c'est bien lui qui tua réellement le lancier dont la chronique a attribué la mort à lord Beresford, dans la bataille d'Albura. Bien qu'appartenant à l'une des maisons les plus nobles de l'Espagne, don de Mello n'était alors que simple dragon. Il ne se destinait pas d'abord à la carrière militaire, car on lui avait fait faire des études pour entrer dans la robe; mais il avait pris du service au commencement de la guerre de la Péninsule, croyant devoir l'appui de son bras vigoureux à sa patrie. Viens ensuite la duchesse de Ficalho, dame très aimable sous tous les rapports; et enfin la très charmante dona Maria Das Doreas, marquise de l'iria, dont les attraits ont, dit-on, séduit un jeune diplomate d'origine irlandaise, qui prétend même avoir des liens de parenté avec la famille des deux immortels: il serait petit-neveu de Cupidon lui-même. »

FRANCE.

PARIS, 6 JUILLET.

Il nous a paru nécessaire et curieux en même temps, en nous mêlant, comme nous faisons, aux travaux et aux luttes de la presse, de bien rechercher dans quelles circonstances morales nous nous produisons, combien d'amis ou d'ennemis nous comptons, sur quel terrain se livre la bataille, et quels champions y prennent part.

On pourrait affirmer que cette parole de l'Écriture où il est dit que le monde sera livré aux disputes est tout-à-fait réalisée aujourd'hui.

C'est la révolution de 1789 qui a produit les systèmes politiques actuels et occasionné ce pêle-mêle d'opinions de toutes couleurs, dans lesquelles nous trébuchons maintenant. Dans l'ancien régime, la direction du gouvernement ne relevait pas de l'opinion. La marche du pouvoir était fort nette et toute tracée à l'avance, et les conditions auxquelles il était forcé de se soumettre étaient si inévitables et si nombreuses, qu'il restait bien peu de chose à l'intelligence et au libre arbitre; le gouvernement était plutôt un fait qu'une pensée. Ainsi, avant ce qu'on voulait faire, passait ce qu'il fallait faire; avant la volonté, la nécessité. Quand on avait fait droit aux prérogatives établies et reconnues de la royauté, de la noblesse, du clergé et du tiers-état; quand on avait respecté les corporations, les confréries, les parlements, les juridictions municipales, seigneuriales et ecclésiastiques, on restait

INTRODUCTION

AUX

ROMANS HISTORIQUES.

DU LANGUEDOC.

Il est un besoin que l'on ne peut nier, c'est celui qu'éprouve la France de se connaître plus particulièrement qu'elle n'a fait jusqu'à présent.

L'immense révolution de 89 avait creusé entre la France ancienne et la France nouvelle un abîme que peu d'esprits étaient tentés de franchir. Tout le passé de la vieille France, répudié par la révolution, nous apparaissait comme un temps uniforme de despotisme d'une part, et d'esclavage de l'autre; il y a encore quelques années qu'on eût dit que le peuple ne datait en France que des états-généraux de 89.

Mais depuis que des recherches historiques ont appris au peuple qu'il a eu des libertés qui feraient honte à celles dont nous paraissions si fiers, depuis qu'il sait que chez nous c'est la liberté qui est ancienne, et l'esclavage qui est nouveau, il veut connaître les ancêtres qu'il dédaignait; il est jaloux de voir établir son arbre généalogique, et demande aussi ses historiens.

Ce besoin, nous l'avons dit, est général; mais autant il s'adresse aux faits historiques, autant il demande à pénétrer dans la vie et les mœurs de la famille que le peuple vient pour ainsi dire de retrouver.

On pourra nous faire observer que des ouvrages spéciaux ont été entrepris dans ce but; qu'des hommes d'un immense savoir ont épuisé de longues années d'études pour exhumer cette vie de nos pères, que le volcan révolutionnaire semblait avoir englouti sous l'anathème jeté par lui sur tout le passé, comme le Vésuve avait fait disparaître des villages entiers sous la cendre qu'il leur avait lancée. Mais de même que les antiquaires qui creusent les cendres d'Herculanum pour en extraire de précieux débris les rangent aussitôt sur des tablettes; de même les antiquaires qui creusent nos chroniques, pour en extraire aussi les débris de l'ancienne vie du peuple français, rangent symétriquement leurs décou-

vertes dans des pages étiquetées, et qui sont de véritables planches de musée.

Le plus souvent même les ouvrages composés dans ce but n'embrasent qu'une catégorie d'observations; les uns ont pris les lois, d'autres le costume, ceux-ci les monuments, ceux-là les armes; on a fait des histoires complètes de la coiffure, des histoires complètes de la danse.

Loin de nous la pensée de déprécier en aucune manière ces précieuses recherches; ce n'est pas lorsque nous aurons tant occasion de recourir aux travaux des savants qui nous ont précédés que nous essaierons de méconnaître leur mérite. Mais, supposez que dans ce musée dont nous parlions tout à l'heure, dans cette vaste collection de vêtements, d'armes et de monuments, il plaise à quelqu'un d'introduire des hommes vivants, de les couvrir de ces vêtements et de ces armes, de les faire mouvoir et accomplir toutes les actions de la vie avec ces costumes, dans ces monuments, au milieu de toutes les choses qui étaient à l'usage d'autrefois, ne vous semble-t-il pas que vous comprendrez mieux ce qu'étaient les hommes ainsi vêtus, et à quoi servaient les choses de leur époque? Voilà le but auquel doit arriver le roman historique.

Peut-être le mérite sera-t-il moins grand de mettre en œuvre toutes ces recherches que de les avoir faites; mais il n'est point douteux que le résultat sera tout à l'avantage du romancier sur l'antiquaire, vis-à-vis du public.

Celui-ci préférera toujours ce spectacle animé et vivant à la froide monotonie d'une dissertation ou d'une nomenclature. Il est possible que le monde n'estime pas beaucoup la science de celui qu'il lit, parce qu'il y trouve de l'ennui, et que la première réputation de la science, c'est d'être ennuyeuse; mais il n'en apprendra pas moins avec le romancier ce qu'il n'eût pas appris avec l'antiquaire. D'un autre côté, si le roman ne s'isole pas complètement de l'histoire, s'il est assez habile pour mêler les intérêts privés et les intérêts publics, le lecteur trouvera encore dans le romancier ce qu'il n'eût pas essayé de chercher dans l'historien.

Ici sans doute se présentera l'objection accoutumée contre ce qu'on appelle les genres bâtards: on fera le procès de l'histoire par le roman, et le procès du roman par l'histoire. Ou le livre que vous publierez, dira la critique, sera fondé sur des événements vrais, et alors tout ce que votre

imagination y ajoutera ne fera qu'altérer la vérité de ces événements; ou vous partirez d'une action imaginée, et tout ce vous y mêlerez d'histoire entravera sa marche.

Quoique Scott ait répondu à la difficulté par des exemples, il n'est peut-être pas inutile de la résumer par de bonnes raisons.

Tout héros a deux existences, l'existence publique et l'existence privée. Quand les histoires se sont emparées de l'existence publique, les mémoires exploitent l'existence privée; et ce ne sont pas les plus intimes qui ont le moins de succès. La vie d'une nation vaut bien celle du plus grand héros, et comme la sienne, elle nous semble mériter d'être révélée sous tous ses aspects, d'avoir son histoire et ses mémoires.

Mais les mémoires d'une nation sont, absolument parlant, une chose impossible; car ils devraient embrasser toutes les actions de tous les individus qui ont composé cette nation. Il faut donc se résoudre à ignorer cet aspect de la vie d'un peuple, ou il faut permettre de le représenter par des personnages qui concentrent en eux les intérêts, les passions, les mœurs, les préjugés d'une époque; qui deviennent les types de toutes les classes sociales et l'image conventionnelle de leurs physionomies.

Il faut admettre le roman historique.

Si on nous opposait la vérité mathématique des portraits, si on nous disait qu'aucune de nos créations ne représentera absolument un individu des temps que nous avons voulu peindre; nous répondrions que par cela même qu'elle ne ressemblera à personne elle ressemblera davantage à tout le monde: nous montrerions que c'est précisément en cela que l'art littéraire a sur tous les autres une prodigieuse supériorité, celle de représenter les temps, les passions et les mœurs par des généralités. Nous demanderions pourquoi on nous refuserait d'appliquer à l'histoire d'une nation et d'une époque ce que tant de génies ont appliqué à l'histoire bien autrement vaste de l'humanité. Certes, Harpagon, Trissotin, Alceste, Tartuffe ne sont pas la copie textuelle de certains individus; et cependant ils sont la plus sublime représentation de l'avare, du pédant, de l'honnête homme et de l'hypocrite. Ce qui est possible pour la généralité humaine dans tous ses âges ne l'est-il donc pas pour la généralité historique dans un temps donné? Ne peut-on créer le bourgeois de 1400 comme on a créé l'avare de tous les siècles? ne peut-on mettre en scène le noble féodal de

maître du surplus de la France, et, pourvu qu'on obéît à tout le monde, on était fort libre de commander.

L'ancienne France était donc emboîtée et encadrée dans des ais trop nombreux et trop solides pour que les opinions, les systèmes, l'intelligence pussent l'ébranler, la soulever, la déplacer et la façonner. Le raisonnement, qui est indépendant de sa nature, ne pouvait pas se remuer au milieu de ces empêchements innombrables qui le pressaient, le gênaient, l'arrêtaient et l'enchaînaient. Tantôt une bonne idée venait aux publicistes, mais cette idée allait droit au renversement d'une institution de province, et il fallait y renoncer; tantôt un grand projet était dressé par les économistes, mais ce projet trouvait sur son chemin des prérogatives de la grande propriété ou les franchises de l'industrie, et il ne fallait pas s'en préoccuper autrement que d'une rêverie au coin du feu. Les plus hardis écrivains eux-mêmes avaient grand soin de se défendre de vouloir se mêler du gouvernement; Fénelon se faisait disgracier pour s'être fait premier ministre d'Idoménée, roi de Salente, et avoir innocemment distingué les citoyens avec des franges d'or et des franges de laine; et Rousseau se faisait bannir et brûler en effigie pour avoir composé une façon de politique en l'air, cent fois plus romanesque et impraticable que la république de Platon, et sans avoir jamais eu même la pensée, comme il le dit lui-même, d'en faire l'application à la France ou à son pays.

Pour l'intelligence, la logique, le raisonnement pussent s'introduire librement dans la politique, et en faire une science, il fallait donc imposer silence aux réclamations impérieuses de tous les pouvoirs divers qui se partageaient la France; et pour cela il fallait les déraciner et les détruire: c'est ce que fit, un peu rapidement, un peu cruellement, la révolution. Dès lors, et pour la première fois, il y eut lieu à discuter le principe et la marche du gouvernement; dès lors, il y eut lieu à proposer des systèmes; dès lors, il y eut lieu à former, à établir et à propager des opinions. On avait fait table rase de tout le passé; la place était nette, le terrain était libre; on pouvait bâtir.

Il faut bien remarquer, en effet, qu'il ne saurait y avoir plus d'opinions qu'il n'y a d'intérêts mis en cause, parce que les opinions ne sont autre chose que des raisons imaginées et proposées par les intérêts, pour justifier leurs prétentions et défendre leurs existences. Or, la révolution de 1789 n'a été que la victoire d'un intérêt sur un autre, la victoire des classes bourgeoises sur les classes nobiliaires; et, depuis quarante années, il ne s'est jamais agi au fond que de cette alternative, si les éléments de l'ancienne France reprendraient leurs droits perdus, ou si les éléments de la France nouvelle conserveraient leurs droits acquis.

Donc tous les partis de notre temps se réduisent à ces deux partis principaux, toutes les opinions à ces deux opinions. D'un côté, trois intérêts de l'ancienne France: l'intérêt de la royauté absolue, de la noblesse à privilèges et du clergé seigneurial, qui autrefois luttaient et se disputaient la puissance, quand ils en avaient encore une, se sont réunis depuis qu'ils sont vaincus, et font cause commune dans la presse que l'on appelle légitimiste; de l'autre, toutes les opinions qui correspondent à ce qu'on nomme la république, l'opposition, la doctrine et le tiers-parti, ne sont que quatre manières de penser un peu différentes du même intérêt, la bourgeoisie. Les choses en sont donc encore là maintenant: deux intérêts en lutte, deux opinions aux prises.

Cette lutte dure déjà depuis quarante ans, nous parlons de la lutte des opinions, car celle des faits est terminée. Le mode de gouvernement que nous avons n'est pas en effet le représentant absolu d'une opinion, et n'est pas dévolu au service d'un principe plutôt que d'un autre. Toutes les opinions peuvent se servir l'une après l'autre de notre machine gouvernementale, et toutes en effet s'en sont servies, ou à peu près toutes: la légitimité en 1816, l'opposition en 1830, la doctrine en 1832, le tiers-parti en 1836. Même, la lutte des opinions consiste en ceci, qu'elles tendent à s'emparer l'une après l'autre de cette machine, et à la faire fonctionner chacune à son profit. Notre mécanisme gouvernemental, qui est la seule chose d'arrêtée et de terminée que nous ayons faite depuis quarante ans, ne représente donc en définitive le triomphe d'aucune opinion, puisqu'il les sert toutes; et notre société, qui nous a coûté tant de mal, tant de guerres, tant de violences, est encore sans boussole. Nous avons fait notre statue, comme Pygmalion; mais nous ne lui avons fait que le corps; il lui manque l'âme.

Ainsi, on peut dire que la révolution de 1789 n'est pas encore terminée; car cette révolution se proposait de remplacer un gouvernement par un autre, et de ce gouvernement nouveau, nous n'en avons trouvé que la machine, nous en cherchons encore l'esprit.

Tous les partis actuels en effet viennent du passé et ont leurs racines dans le passé; tous ont dû leur naissance à des laits ou à des idées d'autrefois; tous sont des effets dont les causes n'existent plus.

Ce que nous allons dire d'eux tous doit être pris sommairement, et ce n'est pas là notre dernier mot à leur égard. Mais n'est-il pas vrai que, si ces partis n'existaient pas aujourd'hui, il leur serait impossible de se former dans les circonstances matérielles et morales où nous nous trouvons? Qui est-ce qui e donné naissance aux idées républicaines, si ce n'est les mauvais livres d'histoire du siècle dernier, l'appréciation fautive du gouvernement des peuples anciens, et les théories erronées que les publicistes, trompés par ces livres et par ces appréciations, ont été conduits à proposer? Certes, ce n'est pas en l'état où est maintenant la science historique qu'on nous viendrait offrir pour modèle la république romaine, qui n'a jamais été une république, ou la république de Sparte, auprès de laquelle la féodalité du treizième siècle était un régime fort libéral. Les théories républicaines d'aujourd'hui sont donc le fruit de la fausse science historique du siècle passé, et il n'y a pas un homme instruit de notre temps qui les voudrait proposer ou défendre. Aussi ne se trouvent-elles plus que parmi les classes ouvrières, là où l'instruction ne les a pas encore chassées, où l'on traduit et où l'on traduira long-temps encore *res publica* par république.

Pour ce qui est des idées qu'on appelle légitimistes, elles sont l'expression unitaire de plusieurs intérêts divers, mais tous également déracinés, comme la monarchie de l'ancien régime, la prédominance des familles historiques, et le règne matériel du clergé. Ces trois pouvoirs, qui n'existent plus et qui n'existeront plus, appartiennent uniquement au passé et n'ont rien à voir dans l'avenir. Ils se sont produits à leur moment, amenés et poussés par leurs causes, et ils ont disparu de même; la noblesse est pour mission de servir de point fixe, et comme de centre de cristallisation, à toutes les races flottantes et dissoutes que le vent de l'invasion faisait onduler des Pyrénées au Rhin; le clergé catholique fut chargé de semer les mêmes idées morales et religieuses dans cette infinie variété d'intelligences et d'instincts qui couvraient le sol; la monarchie eut ordre d'absorber peu à peu le pouvoir de la noblesse et le pouvoir du clergé, de substituer à la longue le sceptre à l'épée et à la crosse, et de fonder en un grand peuple les nationalités jalouses et hargneuses de la conquête. Cette triple mission providentielle, la noblesse, le clergé et la monarchie l'ont loyalement remplie; grâces leur en soient rendues; mais leur œuvre est terminée, leur journée est finie; que ces ardents ouvriers se retirent et aillent demander leur salaire à Dieu, qui les envoya.

Ce qu'on appelle l'opposition, c'est-à-dire cette petite et brave armée de tirailleurs qui a brûlé quinze ans sa poudre à la face de M. de Labourodin, de M. Dudon et de M. de Peyronnet, fut le produit des instincts populaires de la France, et pour suivit, sans avoir bien nettement la conscience de son œuvre, la consolidation des grands résultats de 1789. Maintenant, ces résultats sont, Dieu merci, bien consolidés: il n'y a pas à craindre qu'on nous les ôte, et la pensée de l'assemblée constituante n'a plus besoin de personne qui la soutienne. L'opposition libérale n'a donc plus rien de sérieux à faire, car la révolution de 1830 lui a accordé cent fois qu'elle ne demandait.

Ceux qu'on a nommés doctrinaires ont été également dans ce cas; leur programme est rempli. La révolution de 1830 a donné aux doctrinaires, en trois jours, ce qu'ils poursuivaient depuis quinze ans, et même bien au-delà, par exemple, l'abolition de l'hérédité de la pairie et de ce déplacement de la dynastie, qu'ils ne souhaitaient pas. Depuis 1830, ils sont restés trois ans au pouvoir pour consolider leur œuvre, et empêcher qu'elle ne fût dépassée par la démocratie pure. Ils ont donc réalisé leur théorie, ils ont changé leurs idées en faits: ils ont fini, à moins d'idées nouvelles.

Le tiers-parti a juste la puissance qu'il faut pour empêcher le mal, et la faiblesse qu'il faut pour ne pas empêcher le bien, ce qui est quelquefois un grand avantage.

Ainsi, de compte fait, parmi tous les partis politiques qui existent aujourd'hui, il n'y en a aucun qui ne soit pas une chose ancienne, une chose d'autrefois, une chose de l'autre monde, une chose bâtie sur des fondements écroulés, ou, comme nous avons déjà dit, un effet de causes qui n'existent plus. Nous avons donc de bonnes raisons pour n'appartenir à aucun des partis actuels; quant à ce qui est du parti qui est le nôtre, nous le dirons certainement, et nous le dirons bien volontiers, mais successivement et un peu chaque jour; mais sans programme, sans prétention didactique, et à proportion que nous y serons invités ou poussés par les événements et par les idées.

A deux heures, le roi, la reine et madame Adélaïde sont arrivés aux Tuileries.

S. M. a travaillé avec MM. les ministres de l'intérieur et des affaires étrangères.

A cinq heures, le roi, la reine et madame Adélaïde sont partis pour Neuilly.

— Le ministre de l'intérieur ne recevra pas jeudi prochain, 7 de mois, ni les jadis suivants.

Les débats du procès d'Alibaud s'ouvriront devant la cour des pairs vendredi, 8 juillet, à 10 heures du matin.

M. Sajou, huissier, s'est transporté hier à la Conciergerie pour signifier à Alibaud la liste des témoins à charge, et pour lui faire connaître que la cour des pairs avait ajourné l'ouverture des débats au vendredi 8, au lieu du jeudi 7, comme portait la première signification.

M. le directeur de la prison du Luxembourg vient de recevoir l'avis qu'Alibaud arrivera dans la journée de demain à sa prison.

Aujourd'hui, M. Charles Ledru, avocat, a fait une visite à Alibaud.

Alibaud, dès son arrestation, a déclaré qu'une secousse, qu'il ne savait à quoi ni à qui attribuer, avait dérangé son arme et fait manquer son coup. Cette secousse lui a été imprimée par un homme placé devant lui et qui a senti sur sa joue le froid du tube métallique qui formait le canon de la canne-fusil avec laquelle Alibaud visait le roi.

Cet homme est M. Petit; il a ramassé lui-même la canne d'Alibaud; ce n'était pas une canne-fusil. Il croit qu'Alibaud avait à la main une canne ordinaire, et portait la canne-fusil cachée sous sa redingote.

MM. les pairs ont été prévenus qu'ils se rassembleraient en cour de justice, vendredi 8 juillet, à dix heures du matin.

A l'issue de la séance, les tapissiers se sont emparés de la salle pour la disposer en cour de justice.

Le grand-duc de Hesse-Darmstadt a clos en personne, le 30 juin, l'assemblée des états de cette principauté. Les membres des deux chambres avaient été réunis dans une des salles du château grand-ducal, et, c'est entouré des princes et des principaux officiers de sa maison, que ce souverain a prononcé le discours d'usage. Ce document, dont nous avons une copie sous les yeux, ne présente pas le moindre intérêt: il a toute la pompeuse et vide insignifiance qui est habituelle aux communications de ce genre.

Le roi de Naples est arrivé le 27 juin à Vienne, accompagné du prince de Salerne, son oncle, et de la princesse, épouse de ce dernier. Ce souverain ne compte pas, dit-on, fuir un long séjour à la cour d'Autriche; il doit en partir au bout de quelques jours pour se rendre à Paris, en passant par Munich, Stuttgart et Carlsruhe.

On parle beaucoup dans les cercles politiques étrangers, du projet qu'aurait le roi de Suède de faire couronner, de son vivant, son fils le prince Oscar. Cette précaution aurait paru nécessaire au roi Charles-Jean, pour la Norvège surtout, pays récemment uni à la Suède, et qui crée des obstacles continuels au gouvernement suédois. Le prince Oscar est d'ailleurs plus populaire que son père en Norvège. Les rapports entre la Suède et la Russie ont grandement perdu de leur intensité depuis la mort de l'empereur Alexandre; le cabinet suédois se rapproche tous les jours davantage du cabinet anglais. Le voyage du comte de Wetterstedt, ministre des affaires étrangères de Suède à Londres, malgré l'état maladif de ce personnage, à évidemment un but politique, celui, assure-t-on, d'un traité d'alliance offensive et défensive entre la Grande-Bretagne et la Suède. Le roi Charles-Jean voudrait, par cet acte important, clore sa longue carrière politique.

On nous mande de Munich, le 30 juin: Le roi Othon joue de malheur: toutes les princesses allemandes le repoussent. Au refus de la princesse de Wurtemberg, ont succédé les refus des princesses de Weymar et de Baden. Il sera donc forcé de s'en retourner célibataire, comme devant. Il faut dire, à la vérité, que ce jeune prince, outre qu'il ne se distingue, ni par ses manières, ni par son esprit, est affligé de défauts physiques qui doivent singulièrement neutraliser les avantages que peut lui donner son titre de roi.

M. Thiers se dispose sérieusement à profiter de la vacance législative pour faire un voyage à Alger; beaucoup de députés et autres personnages se disputent l'honneur de l'accompagner. M. le président du conseil augure bien de ce voyage, qui achèvera de donner à la colonie toute la sécurité qui lui a manqué jusqu'à ce jour, ou que des événements malheureux lui ont ôtée.

DÉBATS DE LA PRESSE.

Le *Constitutionnel* revient sur la question constitutionnelle soulevée par le rapport de M. Gauthier à la chambre des pairs. Il reconnaît qu'il est passé en usage que la chambre des pairs n'exerce pas le droit qui lui appartient incontestablement de discuter et d'amender le budget. Mais cette passivité de la chambre dans les discussions du budget ne peut être sans grand danger qu'autant que la chambre des députés n'use pas du droit qui lui appartient d'une manière aussi incontestable, d'introduire dans la loi annuelle des finances des dispositions législatives générales. Le *Constitutionnel* n'admet pas qu'un pareil compromis puisse être passé entre les deux chambres. Il désire que chaque assemblée reste en possession de ses prérogatives, et s'il y a une chambre dont il verrait avec peine restreindre les droits, c'est celle qui procède de l'élection.

— Le *Courrier Français*, s'occupant de la même question, relève le conseil de résistance donné hier à la chambre des pairs par le *Journal des Débats*. Il y voit une tendance du parti de M. Guizot et de ses amis à s'appuyer sur la chambre des pairs, abandonnés qu'ils sont par la majorité de la chambre des députés, et à y créer à leur profit un centre de résistance. Mais il prévoit que cet effort sera sans succès. Par cela seul que la chambre des députés émane de l'élection, elle sera toujours en mesure de faire la loi à un corps qui ne tient qu'artificiellement à la constitution du pays. Mais aujourd'hui, si l'équilibre est rompu, ce n'est

1500 comme on y a mis l'hypocrisie éternelle? Nous osons penser le contraire; et nous répondrons pour l'art, sinon pour nous-même, par cet axiome: Qui peut le plus peut le moins.

D'après ce que nous avons dit plus haut, on peut conclure que nous considérons le roman historique comme étant les mémoires d'une nation. C'est sous ce point de vue que nous l'offrons au public. Quant à ce qui peut s'y mêler de faits historiques; on ne nous contestera pas le droit de nous en servir; et parce qu'ils ne marcheront pas toujours en état de représentation comme dans l'histoire, ils n'en seront ni moins vrais, ni moins intéressants.

Passons donc à la partie inventée, et tâchons de prouver qu'elle n'est pas toujours si déraisonnable qu'on veut bien le dire.

Il y a depuis quelque temps, parmi les critiques réputés savants, une sorte de croisade contre le genre dont nous plaçons la cause. Ces critiques, faisant le plus souvent abstraction des personnes et des ouvrages, ont attaqué avec une amertume que l'on pourrait prendre pour de l'impudence les facultés qui semblent nécessaires à l'auteur qui veut faire du roman historique. De toutes ces facultés, celle qui excite le plus les dédains de ces messieurs, c'est l'imagination.

Lorsqu'un homme d'esprit appelle l'imagination la folle du logis, il ne pensait pas probablement que cette définition mettrait au rang des productions futiles toutes les œuvres qu'on supposerait entachées d'imagination.

En cette circonstance, comme en beaucoup d'autres, une mauvaise définition a fait beaucoup de mal. L'imagination n'est pas plus la folle du logis que la science n'en est l'idiote. Ce qui est fou est fou, et ce qui est pédant est pédant, voilà tout.

L'imagination est une faculté d'invention, et nous entendons invention dans son sens primitif, dans le sens où il veut dire presque découverte. L'invention n'est pas, en effet, une création spontanée, complète, et qui jaillisse du cerveau sans tenir à rien, sans autre raison d'être que la volonté du créateur; l'invention est presque toujours une conséquence d'idées apprises et de faits constants. En architecture, on reconstruit un temple parce qu'on en connaît trois colonnes; en zoologie, on refait un animal dont on n'a retrouvé que les fémurs; en littérature, on rétablit certains faits parce qu'on sait ceux qui s'y rattachent.

Comme il ne nous est pas permis, à nous qui ne nous sommes donné ni patente de savant, ni licence de critique, de laisser nos idées dans le vague de ce qu'on appelle la technologie artistique, nous allons essayer de faire comprendre par un exemple ce que nous entendons par l'invention raisonnable, ou plutôt raisonnée; nous réduirons d'abord ces exemples à une chose matérielle, à un détail minime, pour en rendre l'application plus intelligible aux faits d'un ordre plus élevé.

Je suppose un romancier écrivant ceci:

Ambigat, roi des Celtes, entra dans la demeure d'Atax, qui était éclairée par une chandelle.

Certes, à ce mot de chandelle rapproché du mot celte, à ce luminaire de nos jours placé dans une époque si reculée, je parie que mille lecteurs vont rire et tous les critiques siffler.

Je suppose encore que l'auteur puisse entendre les rires et les sifflets, et qu'il réponde modestement:

Voici ce qui m'a fait éclairer la demeure de mon Atax par une chandelle; ma scène se passe en Berry à une époque où l'olivier n'était pas encore introduit dans la Celtique, où la culture des plantes oléagineuses n'était ni connue ni exploitée, d'ans une condition atmosphérique où les arbres à résine ne venaient point; et cependant les habitants devaient s'éclairer durant la nuit. Ces gens possédaient du chanvre et du lin qu'ils filaient admirablement; ils avaient la graisse des animaux dont ils se nourrissaient; ils ont dû avoir l'idée d'enduire les fils de chanvre de cette graisse pour en faire une espèce de chandelle, ou plutôt une véritable chandelle: je mettrai donc chandelle.

Nous sommes assurés que la moitié de ceux qui liraient ceci trouveraient l'argument aussi pitoyable qu'ils ont trouvé le fait ridicule; et cependant l'argument et le fait auraient raison. Imaginer que les Celtes s'éclairaient avec des chandelles ne serait point une folie, mais plutôt une vérité; et lorsque les critiques se seraient suffisamment égayés au sujet de la chandelle celtique, le romancier serait capable de leur apporter la preuve scientifique qu'il a deviné juste.

Si l'envie de jouer sur les mots faisait nier que ceci tient au domaine de l'imagination, on pourrait demander au critique si une description pittoresque variée et précise d'un pays qu'on n'a pas vu, ou qui n'existe

plus, ne demande pas quelque imagination. Il faudra bien que le critique réponde: oui.

Si donc il faut de l'imagination pour recréer l'aspect perdu d'une contrée, nous demanderons encore si, parce que cette description aura toutes les probabilités d'être exacte, il n'y aura plus d'imagination, et enfin si ce mot n'est plus dans la langue actuelle que le synonyme de mensonge.

Au besoin, toutes les définitions grammaticales et métaphysiques nous donneraient raison contre cette sottise et vulgaire acception du mot imagination.

Quant aux probabilités d'exactitude des inventions d'un romancier, elles se rattachent à la science plus qu'on ne croit en tout ce qui concerne les faits matériels: ainsi l'aspect du pays dont nous avons parlé ne fût-il pas éclairé par d'antiques et irrécusables témoignages, il peut être deviné et imaginé par l'existence d'un fait seul: arrivons à l'exemple.

Nous savons que le castor habitait autrefois les Gaules. Eh bien, l'histoire du castor renferme à elle toute seule la peinture du pays qu'il habitait; les conditions d'existence de cet amphibie, qui disparaît devant toute civilisation agronomique, l'état des lieux qu'il recherche encore, sa retraite dans les froides et humides forêts du Canada, nous disent suffisamment ce qu'était la Gaule aux époques où il y était abondant. L'imagination ne sera ici que le miroir de la vérité, et malgré la mauvaise technologie de nos modernes critiques, elle n'a jamais été et ne peut pas être autre chose.

Ce n'est pas sans dessein que nous avons longuement appuyé sur le procédé par lequel l'imagination rétablit les faits matériels, ou plutôt les objets physiques. En cherchant à démontrer que ce procédé est tout à fait rationnel, nous avons plaidé toute notre cause, car nous ne voyons pas pourquoi il cesserait d'être logique lorsque nous l'appliquerons aux événements et aux faits moraux.

Ici le travail de l'imagination sort des routes matérielles de l'archéologie et de la géologie, pour s'élever dans la voie des créations plus nobles du monde immatériel. Peut-être la marche y serait-elle plus difficile; mais elle n'en sera pas moins conséquente. Un personnage doué d'un certain caractère, de préjugés donnés, de passions connues, est un résultat aussi rigoureux des besoins de l'époque que la forêt froide et humide est un ré-

point au profit de la représentation qu'on veut bien appeler populaire; c'est au profit du pouvoir réel, de celui qui se proclame le seul nécessaire, qui a détaché la majorité de MM. de Broglie et Guizot pour la pousser à la suite de MM. Thiers et Sauzet. La pairie a moins hésité encore que la chambre des députés à suivre cette ligne. On s'est tellement habitué à répéter que la direction des événements, dans ces temps difficiles, appartenait exclusivement au roi, qu'il a semblé tout naturel de voir fonctionner comme des machines ces pouvoirs subalternes, et qu'il y a comme une suspension convenue du gouvernement représentatif. Des électeurs pourront rendre un jour à la représentation démocratique l'ascendant qu'elle a perdu; mais les doctrinaires, avec les éléments dont ils disposent, ne créeront jamais un centre de résistance dans la chambre des pairs.

— La Paix, dans un article intitulé *Le Clergé et la presse*, critique les discussions qui depuis quelques jours se sont élevées dans la presse à l'occasion du parti prêtre. Ce journal signale la tendance de la presse de l'ancienne opposition à revenir sur ses vieilles rancunes, qui a fini par reconstruire, pour le besoin de la discussion quotidienne, une époque absolument semblable à celle de la restauration. Après avoir mis dehors, les uns après les autres, toutes les accusations dirigées contre la restauration, elle est arrivée à la fantasmagorie du parti prêtre. Aujourd'hui que la mission du vieux libéralisme va finir, et que tout ce qui sort de la presse n'est plus considéré comme pur et de l'abri de tout soupçon; on se demande ce que veut dire la presse quand elle parle du parti prêtre. Le bon sens public s'aperçoit que la presse et le clergé ont deux pouvoirs rivaux qui accomplissent la même fonction : l'enseignement moral de la société. De cette concurrence, il résulte que ces deux pouvoirs ne sont pas fort bien disposés l'un pour l'autre; qu'il faut se tenir en garde contre les accusations qu'ils s'adressent réciproquement. Le plus funeste de tous les engagements, ce serait d'accorder aux assertions de la presse la foi aveugle que l'on refuse à l'autorité du sacerdoce. A notre époque d'individualisme, où chacun travaille à constituer enfin ses idées et ses principes, le progrès consiste dans une juste pondération de ce double effort, jusqu'à ce que l'unité et l'association se produisent, comme l'étincelle électrique dégage du contact de deux forces.

— Le discours prononcé par M. Bigot de Morogues, dans la séance d'avant-hier, contre les mauvaises tendances de la génération présente, occupe la *Gazette de France* et le *National*. M. de Morogues a signalé la trop grande diffusion de l'éducation secondaire, comme la source des disproportions énormes entre les fonctions libérales à remplir, et ceux qui se présentent pour les occuper. La *Gazette* trouve qu'il a bien signalé le mal, mais qu'il n'a pas indiqué la véritable cause, qui tient, non pas à ce qu'on élève l'intelligence, mais à ce qu'on corrompt les cœurs en donnant aux hommes des idées et des passions qu'on ne peut pas satisfaire.

— Le *National* critique surtout l'organisation universitaire qui ne permet qu'à ceux qui ont un patrimoine d'avoir à recevoir un diplôme, et qui assure l'obtention d'un brevet, non pas à ceux qui offrent des garanties suffisantes de capacité, mais à ceux qui ont passé sur les bancs le temps voulu par les règlements. Le remède serait dans la liberté des études et la sévérité des examens, qui écarterait l'incapacité et la paresse. Les avenues des professions libérales sont déblayées de la foule qui l'obstrue, et qui se rejette sur des professions plus modestes, aujourd'hui trop négligées.

Les autres journaux donnent des résumés critiques de la discussion de la chambre des pairs.

ACTES DU GOUVERNEMENT.

Le *Moniteur* du 6 juillet contient dans sa partie officielle :
1. Une ordonnance du roi qui, conformément à la faculté accordée par la loi du 24 germinal an XI, autorise l'établissement d'une banque constituée en société anonyme, à Lille (Nord);

2. Plusieurs ordonnances qui autorisent l'établissement de caisses d'épargne et de prévoyance dans les villes dont les noms suivent : Valognes (Manche), Quimper (Finistère), L'Aigle (Orne), Bagnères (Hautes-Pyrénées), Figeac (Lot), Bischwiller (Bas-Rhin), Auxi-le-Château (Pas-de-Calais), Vimoutiers (Orne), Clermont (Oise).

— Le ministre de l'instruction publique vient d'adresser la circulaire suivante aux préfets :

Paris, le 5 juillet 1856.

Monsieur le préfet, j'ai l'honneur de vous envoyer un exemplaire du rapport fait à la chambre des députés sur le projet de loi concernant l'instruction secondaire. Ce rapport est suivi du projet de loi présenté par le gouvernement, et des amendements proposés par la commission. La discussion n'a pu avoir lieu cette année; mais elle aura lieu, selon toute apparence, dans la session prochaine. J'ai pensé qu'il convenait de mettre à profit cet intervalle pour recueillir l'avis des préfets et des recteurs, et généralement de toutes les personnes compétentes sur le projet de loi et sur les amendements dont il est l'objet. Cette espèce de concours, ouvert pour la préparation des lois, ne peut que tourner à leur perfectionnement. C'est ainsi qu'ont été préparés nos codes les plus importants; c'est ainsi que doit procéder un gouvernement qui ne demande qu'à s'éclairer, et qui veut concilier à ses actes le plus grand nombre possible de suffrages.

Je vous prie donc d'examiner avec soin le projet de loi, et d'appeler auprès de vous les personnes que vous jugerez propres à vous seconder dans cet examen. Je recevrai avec beaucoup d'intérêt les observations que vous croirez devoir me transmettre.

Le projet de loi a pour objet principal de satisfaire à l'article 69 de la Charte, paragraphe 8, qui annonce une loi sur l'instruction publique et la liberté de l'enseignement.

Le titre premier établit cette liberté par trois dispositions principales :

Tout individu qui réunira les conditions de capacité et de moralité exigées pourra désormais établir une maison d'éducation, sous l'autorisation de l'université.

Cette maison, une fois établie, ne pourra plus être fermée que par arrêt de la justice.

sultat de l'existence du castor. Si le personnage accepté comme vraisemblable agit logiquement dans le sens des passions et des intérêts qui l'animent, il sera historiquement vrai en ce sens qu'il représentera une portion de la société passée, qui a dû vivre comme il vivait, penser comme il pensait, agir comme il agissait : et, pour en revenir à notre point de départ, il sera vrai dans l'histoire comme Tartufe est vrai dans l'humanité.

Nous demandons pardon à nos lecteurs de cette discussion un tant soit peu métaphysique et probablement ennuyeuse; nous les prions de considérer que dans une littérature comme la nôtre, où la critique admet dans ses arguments le mépris pour les romanciers comme un droit incontestable, il n'était pas inutile de montrer que nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons.

Il nous reste encore à dire pourquoi nous avons resserré notre roman dans l'histoire d'une seule province, et pourquoi nous avons choisi cette province.

Nous avons resserré notre roman dans l'histoire d'une province, parce que nous n'avons pas osé tenter davantage, parce que le fil qui s'attache au premier récit de ce livre nous a paru trop facile à brouiller ou trop en danger de se rompre, si nous le conduisions dans toutes les parties de notre France et de ses diverses histoires. Vouloir les peindre toutes à la fois nous eût nécessairement forcé à ne peindre que des lambeaux de chacune d'elles. Nous avons préféré un tableau complet, bien que circonscrit.

Quant à ce qui nous a fait choisir le Languedoc, nous pourrions répondre que nous avons choisi cette province parce que c'est notre province. Ce serait, nous le supposons du moins, une raison suffisante de notre choix, pour tous ceux qui croient encore à quelque amour du pays natal; entre deux histoires également intéressantes pour le public, quand l'auteur préfère celle dont il doit parler avec le cœur, il établit en sa faveur, sinon en faveur de son pays, un préjugé favorable que les sarcasmes du scepticisme actuel n'ont pas encore tout-à-fait détruit.

Mais si ce choix instinctif n'est pas seulement une affaire d'affection personnelle, s'il est justifié par l'histoire la plus dramatique de toutes nos histoires provinciales et la plus indépendante de notre histoire gé-

Les maîtres de pension ne seront plus obligés d'envoyer leurs élèves dans les collèges royaux.

Ces dispositions veulent être examinées sous le rapport littéraire et scientifique, et sous le rapport moral et politique.

Quelle influence pensez-vous que puisse avoir leur adoption sur l'état des sciences et des lettres?

Quelle influence sur l'éducation, dans ce qui intéresse la morale et le gouvernement?

Que pensez-vous qu'il en puisse résulter pour l'existence des collèges royaux et communaux?

Ces questions, vous le voyez, sont dignes du plus sérieux examen; elles embrassent les plus chers intérêts du pays : sa gloire littéraire, dont le maintien dépend d'un bon système d'études; sa paix et sa prospérité, qui se ressentiront nécessairement des principes dans lesquels on élèvera sa jeunesse.

Le titre deuxième, moins important dans ses conséquences, traite des collèges communaux. Il en fait deux classes. La première sera organisée plus fortement que par le passé, sous le rapport des études, pour pouvoir soutenir la concurrence que lui feront les établissements libres. La deuxième, réduite, pour les langues anciennes, aux classes de grammaire, réalisera le vœu des personnes qui trouvent que, pour certaines classes de la société, les langues anciennes tiennent une trop grande place dans l'enseignement.

Indépendamment des points sur lesquels le projet de loi statue, il en est un qu'il passe sous silence, mais à l'égard duquel le rapport de la commission demande qu'on prenne un parti : ce sont les petits séminaires. Il s'agit de faire que les petits séminaires remplissent le but important pour lequel ils ont été institués, qui est le recrutement du clergé, sans profiter de l'exemption d'impôts qui leur est accordée pour attirer à eux les jeunes gens qui ne se destinent point à l'église, au détriment des autres établissements d'instruction, qui ne jouissent pas des mêmes immunités. Les avis ont été partagés dans la commission sur le parti à prendre à cet égard. La majorité a pensé qu'il fallait laisser toute liberté aux petits séminaires, mais en leur retirant les privilèges dont ils jouissent. La minorité, au contraire, a cru qu'on devait continuer de les exempter de l'impôt, en prenant les précautions nécessaires pour empêcher dorénavant l'abus dont on s'est plaint. Vous verrez, dans le rapport, par quels motifs chaque opinion a été soutenue.

Je vous prie, Monsieur le préfet, de m'adresser le plus tôt possible vos observations, et, si vous avez quelques dispositions à proposer, de les rédiger, pour plus de précision, en articles de loi. Vous concurrez, par ce travail, à doter le pays d'une loi qui, tout en satisfaisant aux besoins du temps quant à la liberté de l'enseignement, ne négligera pas de prendre ses garanties contre l'abus de cette liberté.

Recevez, Monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le ministre de l'instruction publique,
PELET DE LA LOZÈRE.

Nota. La même circulaire a été adressée aux recteurs.

NOUVELLES DIVERSES.

« Maintenant il ne reste plus au peuple et au drame de 1836, pour consolider leur puissance, qu'une chose à oser, — c'est d'oser moins. » Ces mots, empruntés au dernier feuilleton de M. Alexandre Dumas, fournissent ce matin à plusieurs journaux de longues et vives dissertations sur cette poétique nouvelle du drame moderne. Parmi ces articles, le plus spirituel est celui de l'*Entr'acte*, journal qui se distingue par la courtoisie et la loyauté de sa critique.

ABONNÉS DES JOURNAUX POLITIQUES DE PARIS.

Le chiffre d'abonnés comprend Paris, la banlieue, les départements et l'étranger.

	1er juin 1856.	1er juin 1855.	1er juin 1854.	1er juin 1853.	1er juin 1852.
Gazette,	10,800	9,700	9,400	9,200	9,800
Débats,	9,500	9,700	8,900	8,800	9,400
Constitutionnel,	12,800	11,700	11,000	9,900	8,500
Courrier,	5,700	5,800	6,200	6,100	6,500
Temps,	5,800	3,800	5,900	6,000	6,200
Quotidienne,	4,200	4,500	4,400	4,600	4,400
National,	2,900	3,500	3,800	4,400	4,200
Journal général de France, créé le 1er avril 1856,				5,600	
Bon Sens,		800	1,800	2,500	3,100
Estafette,			2,100	2,500	2,200
Journal de Paris,	800	1,500	1,800	2,000	2,400
L'Echo,	1,700	1,750	1,800	1,800	1,900
Moniteur,	1,750	1,700	1,800	1,900	1,900
Impartial,				1,200	1,500
Messager,	1,400	1,200	1,500	1,400	1,500
Commerce,	1,400	1,500	1,500	1,400	1,400
France,			900	950	1,100

— Les journaux de Munich (Bavière) ont enfin rompu leur silence sur le procès instruit contre le sieur Berth, ancien maire de Würzburg, ancien député et ancien professeur de droit, accusé du crime de lèse-majesté, commis par des écrits et des discours. L'instruction et l'emprisonnement préventif de l'accusé ont commencé il y a plus de deux ans; on apprend aujourd'hui que le sieur Berth a été condamné à être détenu dans une forteresse pendant un temps indéterminé, et à demander pardon au roi devant son portrait. L'exécution de l'arrêt, sous ce dernier rapport, a eu lieu le 22 juin, dans la grande salle des audiences du tribunal de Munich. Le sieur Berth, dans une courte allocution, a exprimé avec calme, mais avec une contenance assurée, le regret qu'il éprouvait d'avoir offensé le chef de l'état par ses actes et ses écrits.

— Le 1er escadron de la légion de cavalerie de la garde nationale de Paris se réunira à l'Hôtel-de-Ville, samedi prochain, 9 du courant, à onze heures précises du matin, pour élire un maréchal-des-logis et deux brigadiers. Cette réunion aura lieu dans la salle Saint-Jean.

— Nous recevons aujourd'hui le premier numéro d'un nouveau journal, le *Patriote des Alpes*, qui se publie à Grenoble.

— M. Félix Beaujour, pair de France, est mort lundi, à Paris.

— Le *Moniteur* annonce que le roi vient de recevoir de la confédération suisse une lettre de félicitations sur la conservation des jours de S. M.

— La corvette la *Recherche*, capitaine Tréhouart, lieutenant de vaisseau, est arrivée le 30 mai dernier, à Riekawigh (Islande).

Le 28 juin dernier, M. le maréchal ministre de la guerre, accompagné de M. le lieutenant-général Pajol, commandant la première division militaire, et de M. le général Faudon, commandant la brigade de cavalerie à Paris, a passé, en présence des chefs de corps de la garnison, la revue de 66 chevaux achetés par la succursale de remonte de Saint-Lô et destinés, savoir : 23 au 9e régiment de dragons, à Commercy, et 41 au 1er de chasseurs, à Saint-Germain-en-Laye.

Ces deux remontes sont très belles; les chevaux qui les composent sont d'une bonne constitution, bien établis, et réunissent les conditions principales d'aptitude pour le service de l'arme à laquelle ils sont destinés. Les défauts sont rares et peu apparents; toutefois, plusieurs chevaux sont un peu ensellés ou disposés à l'être. En définitive, les corps n'auront qu'à se féliciter des sujets qui leur sont envoyés, bien que la remonte des chasseurs soit un peu supérieure à celle des dragons.

— Un journal dit ce matin que M. Royer-Collard est parti pour Valençay, sur une invitation de M. de Talleyrand.

— Un bruit s'est répandu que nous donnons sans le confirmer. On dit que Mgr l'évêque de Verdun s'est retiré dans un couvent de son diocèse, laissant à l'adresse de son chapitre une lettre par laquelle il déclarait que, son intention étant d'achever ses jours dans la retraite, il avait voulu éviter par là les instances et les sollicitations. (Univers religieux.)

— Une parente de M. l'archevêque de Paris et une jeune protestante convertie ont reçu hier le voile des mains du prélat au couvent des Visitandines de la rue des Postes.

— Le plan pour la réparation de la couverture de l'église de Chartres consiste, dit-on, dans l'établissement d'un comble en fer, recouvert en lames de cuivre, comme on l'a fait pour l'église de la Madeleine. On y trouve l'avantage de ne pas surcharger les voûtes de l'église et les clochers, qui peuvent avoir souffert par l'action du feu.

L'évêque de Chartres, qui croit que la somme votée par les chambres ne suffira pas pour la réparation du dommage éprouvé par la cathédrale, vient de faire un appel à toute la chrétienté, et il s'est placé personnellement en tête de la liste de souscription pour 10,000 fr., et y a fait inscrire 25,000 fr. au nom du chapitre, et 10,000 fr. au nom de la fabrique de la cathédrale.

— Il paraît que la princesse Marie, dont on vante les talents en sculpture, ne cultive pas cette seule branche des beaux arts. Un journal rapporte qu'elle a fait exécuter sur ses dessins, à la manufacture de Sèvres, trois grands vitraux de 17 à 18 pieds de hauteur, qui viennent d'être placés dans l'église de Saint-Saturnin, à Fontainebleau.

— Le conseil privé du roi d'Angleterre vient de décider que les esclaves de l'île Maurice, ancienne colonie française, n'avaient pas droit à une liberté immédiate et sans condition. Ils auront à faire le temps d'apprentissage voulu par le bill du 1er août 1854, et les maîtres recevront la même indemnité que dans les autres colonies de la Grande-Bretagne.

— La première chambre du tribunal de la Seine a rendu ce matin une décision qui résout des questions d'un intérêt assez grand, quoique peu usuel. Son jugement pose en principe que, dans la forme, les créanciers de celui à qui il a été nommé un conseil judiciaire peuvent former opposition au jugement de nomination de ce conseil; mais, au fond, cette opposition n'est admissible que dans le cas de fraude.

La nomination d'un tuteur ou d'un conseil judiciaire est une mesure d'ordre public et de protection que les tribunaux français sont autorisés à prendre même à l'égard d'un étranger.

A la différence des autres jugements par défaut qui sont périmés faute d'exécution dans les six mois de leur date, les jugements qui statuent sur la capacité des personnes ne sont susceptibles que de la péremption dans les six mois, quand ils ont reçu la publicité prescrite par la loi.

Enfin, l'individu auquel il a été donné un conseil judiciaire, ne pouvant aliéner ni recevoir un capital mobilier sans l'assistance de ce conseil, ne peut non plus, par la même raison, transmettre, par voie d'endos, des effets de commerce, ni même de simples mandats au porteur.

CHAMBRE DES PAIRS.

SEANCE DU MARDI 6 JUILLET 1856.

Présidence de M. le comte de Portalis (vice-président).

La séance est ouverte à deux heures.
MM. les ministres de la marine, de la guerre, des finances et de l'instruction publique sont à leur banc.

M. de Fréville soumet à la chambre un projet d'arrêté par lequel la chambre des pairs de France accuse réception à la chambre des lords d'Angleterre des documents parlementaires qu'elle a reçus, et la remercie de ce renvoi. Il demande que le grand référendaire s'engage à faire à la chambre des lords des envois de même nature. Cet arrêté est adopté.

La discussion du budget est reprise : M. Dubouchage demande la parole sur le budget de la guerre; il signale un fait dont il demande justice : un maire a été insulté dans l'exercice de ses fonctions, et il l'a été par des agents de la force publique, par des gendarmes qui ont méconnu son caractère, et l'ont battu après l'avoir injurié. Ce maire est M. Levailant, de la commune de Frédon, dans le Morbihan.

M. Girod (de l'Ain) demande le rappel au règlement : une plainte pareille à celle que fait M. Dubouchage serait bien placée dans un rapport de pétitions et nullement dans la discussion du budget.

M. le président interrompt M. Dubouchage au nom de l'article 53 du règlement.

Le budget de la guerre est adopté.

On met aux voix le budget des finances. M. Dubouchage fait quelques observations en faveur de l'ancienne liste civile, et M. de Cordoué en faveur des percepteurs, pour lesquels il demande des pensions de retraite.

Les différents budgets des dépenses sont adoptés sans discussion. On passe au scrutin secret; en voici le résultat.

Votants : 112. — Boules blanches, 103; boules noires, 7.

La chambre adopte.

On passe au budget des recettes.

nérale, l'auteur aura deux fois raison, et c'est ce qu'il serait facile de démontrer si nous avions le talent nécessaire. Nous allons y mettre de la bonne volonté.

Le premier événement qui se présente dans l'histoire du Languedoc, c'est la sortie de ses peuples pour aller à la conquête de contrées étrangères. Cette conquête, tentée sous la conduite de Sigovèse et Bellovèse, embrassa la Germanie, la Pannonie, l'Illyrie, la Grèce, la Thrace, et arriva à l'établissement du royaume de la Galatie, qui comprenait la plus grande partie de l'Asie-Mineure.

Cette conquête de nos ancêtres expliquera pourquoi nous avons suivi Tacite dans ce qu'il dit des mœurs des Germains; Diodore de Sicile, Strabon, Pline, Justin, Plutarque, Pausanias, dans ce qu'ils racontent des Gaulois. Il a fallu trier, pour ainsi dire, l'histoire des Celtes barbares dans l'histoire des peuples civilisés qu'ils avaient combattus : il a fallu chercher les mœurs nationales dans les contrées étrangères où elles avaient été portées. C'est l'arbre exotique étudié par le naturaliste dans la serre chaude où il est élevé. Que les mœurs des Gaulois se soient altérées dans leur transplantation, comme l'arbre s'altère sous un climat qui n'est pas le sien; que les Gallo-Grecs et les Germains ne fussent pas précisément Gaulois de la Gaule, comme le palmier du Jardin des Plantes n'est pas exactement le palmier de la Palestine, nous ne le nions pas. Mais on sait ce qu'on peut, et on prend l'arbre comme il est venu; avec cette différence, qu'on peut aller dans l'Asie, et qu'on ne retourne pas dans le passé.

Après plusieurs siècles, la conquête gauloise se rencontra avec la conquête romaine et elle fut vaincue dans la lutte. La tâche que essaient ces populations guerrières sur le monde, fut enclose dans le patrimoine romain, et n'exista plus bientôt que pour le compte de son ancienne ennemie.

La Provence, que son commerce avec les Phocéens de Marseille avait déjà accoutumée à de nouveaux besoins, accepta la domination romaine; et la contrée des Tectosages conquise, mais non vaincue, devint bientôt la riche Narbonnaise, qui renfermait Nîmes, la cité de retraite des voluptueux affranchis de l'empire et des illustres débauchés du patriciat; Narbonne, cette ville de comices et de gouvernement, et Toulouse, qui fut appelée la Rome de la Garonne.

Ses habitants furent les premiers qui furent véritablement Romains, et les seuls qu'ils devinrent complètement. Ils donnèrent à la république des orateurs, des consuls et des empereurs; ils eurent leurs théâtres, leurs poètes, leurs bains, leurs cirques, leur sénat, leurs curies, leurs comices; Rome vécut en province.

Lorsque le christianisme envahit la Gaule, c'est par la Narbonnaise qu'il y pénétra; et alors elle donna au christianisme ses papes, comme elle avait donné des empereurs à l'empire, et elle eut ses martyrs, comme elle avait eu ses généraux; ses saints illustres comme ses célèbres orateurs, et plus que toute autre, ses monastères après avoir eu ses amphithéâtres. Saint Saturnin, Benoît d'Aniane, saint Antonin de Pamiers témoignent de la part glorieuse que prit la Provence à l'émancipation de l'humanité.

Les révolutions qui frappèrent le monde à cette époque atteignirent la Narbonnaise plus immédiatement et d'une façon plus tranchée que toute autre partie de l'Italie ou de la Gaule. Quand vinrent les invasions des Visigoths, c'est dans la Narbonnaise qu'ils établirent leur séjour, et Toulouse devint la capitale d'un royaume.

L'existence de cette nouvelle puissance fut assez longue pour laisser des traces profondes dans les lois et dans les mœurs; et bien qu'attaquée par les Francs, elle résista près de deux cents ans. Charibert, en devenant roi de Toulouse, ne la repoussa pas complètement en Espagne; elle ne disparut tout-à-fait que sous l'invasion des Sarrasins, qui occupèrent plus long-temps cette province qu'aucune autre.

Dans cet orage de l'humanité, où les peuples poussés les uns contre les autres s'agitaient et se mêlaient comme les flots de l'Océan, les merveilleux événements ne manquent pas plus à notre province qu'à celles dont l'histoire a plus particulièrement exercé la plume des écrivains. Il y a même ceci de remarquable dans notre contrée que, presque toujours plus long-temps occupé par ses conquérants que les autres parties de la Gaule, le Languedoc permit aux mœurs et aux lois des étrangers de s'y établir et de s'y développer. Aujourd'hui que le progrès des arts mécaniques nous fait imaginer à notre insu que toute cette époque devait être aussi pauvre en idées politiques et morales qu'elle le fut en science économique, il n'est peut-être pas sans quelque utilité de montrer que ces temps qu'on appelle

